



Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe
3^e édition

**La crise du Covid-19 et la durabilité en
Europe**

NEWSLETTER N. 2
juillet 2020

Main Partners



Avec le
soutien de



© 2020 The European House - Ambrosetti S.p.A. TOUS DROITS RESERVES. Ce document a été conçu et réalisé par The European House - Ambrosetti S.p.A pour le client destinataire, et son utilisation ne peut être séparée de la présentation et/ou des commentaires qui l'ont accompagné. Toute utilisation de tout ou partie du document sans l'autorisation écrite préalable de The European House - Ambrosetti S.p.A est interdite.

- **Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe**

Buts, objectifs et acteurs de l'initiative

- **Le parcours des Dialogues et l'édition 2020**

La structure de l'édition 2020

- **Reprise économique et durabilité : le point de vue de la France et de l'Italie dans une perspective européenne**

Executive summary du webinar du 17 juin avec Sylvie Goulard (Vice Gouvernatrice de la Banque de France) Félicité Herzog Directrice Stratégie et Innovation Vivendi et membre du Comité Scientifique des Dialogues), Salvatore Rossi (Président, Tim; ancien Sous-Gouverneur de la Banca d'Italia)

- **La finance verte et la transition énergétique: le rôle du secteur privé dans la construction d'un monde plus durable**

Le point de vue d'Yves Perrier, Directeur Général d'Amundi sur le rôle des opérateurs financiers privés pour atteindre les objectifs de durabilité



Main Partners



Avec le
soutien de



Les Dialogues franco-italiens pour l'Europe sont une **plateforme de discussion de haut niveau** ouverte aux dirigeants français et italiens. Ils s'y réunissent régulièrement et discutent, de manière confidentielle et ouverte, des questions prioritaires pour les entreprises et l'économie, et plus généralement pour l'avenir de l'Europe et des jeunes générations, en définissant des stratégies et émettant des propositions afin de renforcer davantage les relations entre les deux pays.

Lancé en 2018 par les universités française **Sciences Po** et italienne **Luiss Guido Carli** en collaboration avec **The European House-Ambrosetti**, le projet a une durée pluriannuelle et se déroule en alternance à Rome et à Paris. Il bénéficie du patronage de l'Ambassade de France en Italie et de l'Ambassade d'Italie en France. En raison de la crise du Covid-19, le projet a évolué cette année vers un écosystème numérique afin de poursuivre le dialogue entre les deux pays dans un contexte crucial historique.

La propriété globale du projet est détenue conjointement par les deux universités, avec la collaboration de The European House-Ambrosetti qui en assure la direction opérationnelle. Les Dialogues s'inscrivent dans une perspective à moyen et long terme et sont devenus un rendez-vous annuel de référence avec un contenu à haute valeur ajoutée et des occasions de relations et de mise en réseau entre les communautés d'affaires des deux pays.

Plus qu'une simple plateforme de dialogue, les Dialogues visent également à élaborer des contenus innovants sur le développement des relations économiques, politiques et culturelles entre la France et l'Italie. Les thèmes sont élaborés sous la direction d'un Comité Scientifique, qui réunit certaines des personnalités les plus influentes dans les relations entre les deux pays.

La gouvernance des Dialogues

Les Co-Présidents des Dialogues

Frédéric Mion
Directeur
Sciences Po



Paola Severino
Vice-Présidente
Luiss



Marc Lazar
Professeur Sciences Po et
Luiss



Les membres français du comité scientifique



Teresa Cremisi
Centre National du
Cinéma, Editrice



**Jean-Paul
Fitoussi**
Professeur
Sciences Po et
Luiss



Félicité Herzog,
Directrice
Stratégie et
Innovation,
Vivendi



Alain Le Roy,
ancien
Ambassadeur de
France en Italie



Erkki Maillard
Conseiller
Diplomatique du
Président Directeur-
Général d'EDF

Les membres italiens du comité scientifique



Giuliano Amato
Juge
Constitutionnel



**Franco
Bassanini**
Président Astrid



Elisabetta Belloni
Secrétaire Générale
Ministère des
Affaires Etrangères



Sergio Fabbrini
Intesa Sanpaolo Chair
on European
Governance, Luiss



Enrico Letta
Doyen Paris School of
International Affairs,
Sciences Po



Fabrizio Pagani
Global Head of
Economics and
Capital Market
Strategy, Muzinich

Après la première édition tenue à Rome en 2018 et la deuxième à Paris en 2019, la troisième édition des Dialogues, compte tenu de la situation que traversent nos pays, est en train d'être enrichie avec des **webinar et des tables rondes virtuelles**. Du fait de l'épidémie et de la crise du Covid-19, le dialogue est plus que jamais nécessaire pour l'avenir de l'Europe, dans lequel l'Italie et la France ont un rôle décisif et moteur : dans ce contexte, les Dialogues franco-italiens pour l'Europe ne pouvaient pas s'arrêter.

Le parcours digital des Dialogues, articulé autour de thèmes d'importance majeure, et intervenants d'exception, en est désormais à sa troisième étape.

▪ **1. France, Italie et Union Européenne au temps du coronavirus:
choix politiques et rôle de l'Europe**
(14 avril 2020)

Modéré par Paola Severino (Vice-Présidente, Luiss Guido Carli), Enrico Letta (Doyen Paris School of International Affairs – Sciences Po; ancien Président du Conseil de la République italienne) et Sergio Fabbrini (Intesa Sanpaolo Chair on European Governance – Luiss Department of Political Science; Pierre Keller Visiting Professorship Chair 2019/2020 – Harvard University, Kennedy School of Government) y sont intervenus.

[Revoir le webinar du 14 avril](#)

▪ **2. L'Europe à l'épreuve du Covid-19:
ses réponses sont-elles adéquates aux situations spécifiques de ses Etats-
membres?**
(7 mai 2020)

Sont intervenus **Vincenzo Amendola** (Ministre des Affaires européennes, République italienne) et **Amélie de Montchalin** (Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères en charge des Affaires européennes République française), modérés par **Marc Lazar** (Professeur Sciences Po et Luiss). Un mot d'introduction de Paola Severino et de conclusion d'Enrico Letta a donné une continuité au précédent rendez-vous.

[Revoir le webinar du 7 mai](#)

▪ **3. Reprise économique et durabilité : le point de vue de la France et de l'Italie
dans une perspective européenne.**
(17 juin 2020)

Avec **Sylvie Goulard**, Sous-Gouverneure Banque de France, **Salvatore Rossi**, Président Telecom Italia et ancien Directeur Général Banque d'Italie, et **Félicité Herzog**, Directrice Stratégie et Innovation Vivendi et membre du Comité Scientifique des Dialogues. Sont également intervenus Paola Severino, Vice-Présidente Luiss, Marc Lazar, Professeur Sciences Po et Luiss e Président du Comité Scientifique des Dialogues.

[Revoir le webinar du 17 juin](#)

Gli speaker



Sylvie Goulard
Vice-Gouverneur,
Banque de France



Félicité Herzog,
Directrice Stratégie et
Innovation, Vivendi



Salvatore Rossi,
Président du Conseil
d'Administration, TIM

Le 12 décembre dernier à Bruxelles, la nouvelle Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté le "European Green Deal", une feuille de route pour une transition énergétique inclusive en Europe avec le double objectif d'atteindre la neutralité carbone pour l'Europe d'ici 2050 et de stimuler l'inclusion sociale par la création de nouveaux emplois verts.

Ce plan, présenté quelques semaines avant le déclenchement de la pire crise économique et sanitaire depuis le siècle dernier, prévoyait l'adoption d'instruments politiques et financiers pour mobiliser des ressources en faveur des investissements verts allant jusqu'à 100 milliards d'euros au cours des sept prochaines années. En outre, la Commission a proposé de traduire les objectifs du Green Deal en contraintes juridiques par l'adoption de l'*European Climate Law*, visant ainsi à placer l'Europe, *de jure et de facto*, à l'avant-garde mondiale de la lutte contre le changement climatique.

L'urgence Covid-19 a changé les cartes sur la table de la Commission et des gouvernements des États membres, en réorientant les priorités immédiates de l'ensemble du système de gouvernance européenne et en mettant en veille, au moins temporairement, le plan ambitieux pour une Europe verte. De plus, compte tenu de l'impact dramatique sur les comptes publics, nombreux sont les Européens qui se demandent si **la crise du Covid-19 ne met pas en péril les objectifs du Green Deal**, à court et à long terme.

Une reprise européenne durable passera nécessairement par le *Next Generation EU*, proposition franco-allemande en faveur d'une intervention de 750 milliards d'euros pour répondre à la crise du Covid-19, vue comme une précieuse plateforme pour la reprise économique et l'accélération de la durabilité.

Selon Sylvie Goulard, la catastrophe économique et sanitaire du Covid-19 confirme la **nécessité d'un engagement en faveur de la durabilité**. "La crise du Covid-19 nous a pris au dépourvu, et nous a enseigné que **nous devons investir pour nous préparer aux crises futures** et empêcher qu'elles ne se reproduisent", déclare Mme Goulard. Par ailleurs, la crise actuelle nous a montré de façon dramatique ce que signifie **l'interdépendance mondiale et les chocs symétriques**, rendant d'autant plus urgente la poursuite d'une transition énergétique mondiale. Dans ce contexte, conclut-elle, "les engagements que l'Europe a pris à Paris en 2015 et ceux du *Green Deal* doivent être respectés, en combinant la logique de l'urgence avec celle d'une reprise durable et inclusive.

suite

Reprise économique et durabilité : le point de vue de la France et de l'Italie dans une perspective européenne (2).

Félicité Herzog est convaincue elle aussi de l'existence de nouvelles opportunités pour l'Europe derrière cette crise dramatique, et souligne que cela pourrait être l'occasion de relancer des secteurs stratégiques communs. **Le problème n'est pas de trouver les ressources, mais d'utiliser celles qui sont déjà disponibles** : "L'Europe, surtout la France et l'Italie, dispose d'une grande quantité d'épargne privée inutilisée, qui doit être canalisée vers des investissements innovants et durables capables de relancer l'économie.

Salvatore Rossi souligne également que, parmi les effets de cette crise, il y a celui d'avoir démontré la fragilité de l'homme sur la nature, confirmant la nécessité de "gouverner la nature avec respect et intelligence, au lieu de la subir". Le *Next Generation EU* pourra agir dans ce sens, grâce aux ressources financières mises à disposition par les États membres et d'autres que la Commission trouvera directement sur le marché. La mutualisation de la dette européenne représente "une avancée extraordinaire pour l'intégration européenne", déclare M. Rossi, ce qui rend désormais nécessaire de mettre l'accent sur la qualité des projets dans lesquels investir.

« C'est un moment d'effort collectif immense et sans précédent », a déclaré Félicité Herzog, dans lequel les ressources déployées au niveau européen doivent être complétées par des actions ciblées au niveau national et local. Elle propose donc, devant toute la communauté des Dialogues franco-italiens pour l'Europe, la création d'un portefeuille d'investissement franco-italien à risque, garanti par les deux États, afin de mobiliser l'épargne privée "dormante" - c'est-à-dire laissée sans placement sur les comptes courants -, vers des investissements durables. En plus des investissements verts, ce portefeuille devrait favoriser le déploiement de technologies innovantes, telles que la 5G, le *multi-cloud*, ou la *blockchain*.

Outre l'environnement et la technologie, le thème de la durabilité dans l'ère post-Covid-19 est également sous le prisme de **l'équité et de la durabilité sociale**. Marc Lazar rappelle la déclaration d'une gilet jaune "vous me parlez de la fin du monde, je vous parle de la fin du mois", pour souligner combien la crise du Covid-19 met en danger les populations les plus vulnérables.

Pour Sylvie Goulard, la priorité à cet égard ne doit pas être une aide à courte vue, mais une **action à 360 degrés pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques et de la politique économique**. "L'Italie et la France ont des niveaux élevés de dépenses publiques, mais de faibles performances économiques : il est clair que la solution n'est pas d'augmenter les dépenses. Les priorités, qui doivent être la relance du développement et, surtout, l'éducation, sont similaires », pour Salvatore Rossi.

Félicité Herzog rappelle, à cet égard, comment la crise de Covid-19 a mis un nouveau facteur d'inégalité au centre du débat : la **fracture numérique**. En particulier, avec la numérisation de l'enseignement primaire et secondaire, il faut veiller à ce que tous les enfants et les jeunes aient accès aux technologies afin de ne pas être exclus de facto du système scolaire.

Pour clôturer ce troisième rendez-vous des Dialogues, un moment de discussion et d'échange avec le public, où les tensions géopolitiques sur fond de crise de Covid-19, et notamment la rivalité entre la **Chine et les États-Unis**, ont également été abordées. Il ne fait aucun doute, en effet, que ce qui a poussé l'Europe vers ce nouveau bond en avant, c'est, outre la logique de l'urgence, un environnement international de plus en plus nerveux. L'Europe lutte pour se considérer comme européenne sur le plan interne, en valorisant les différences plutôt que les points communs, alors que vue de l'extérieur, l'Europe est clairement une entité unique. Qu'il s'agisse de la protection de l'environnement, des droits de l'homme ou de la question des données personnelles, l'Europe est en nette discontinuité avec le reste du monde et a une identité qui lui est propre identité.

Cependant, admet Rossi, l'Europe ne doit pas trop se fermer, se méfiant des tentations nationalistes alimentées par la crise : "l'épidémie a déclenché un réflexe nationaliste, dans lequel une grande partie de l'opinion publique a invoqué l'autarcie, qui diminue le bien-être collectif".

La finance verte et la transition énergétique: le rôle du secteur privé dans la construction d'un monde plus durable (1).



Yves Perrier,
Directeur Général
Amundi

Amundi
ASSET MANAGEMENT

Atteindre l'objectif de neutralité carbone fixé par le Green Deal Européen est en effet l'affaire de tous : les pouvoirs publics, les entreprises, et bien sûr le secteur financier qui doit apporter les financements nécessaires à la réorientation de l'économie vers un modèle peu émetteur de carbone, et résilient face aux changements climatiques. Rappelons cependant, que la responsabilité première incombe au politique : **la transition énergétique est d'abord un enjeu de politiques publiques, menées par des gouvernements élus.** Les entreprises, et notamment le secteur financier, ont un rôle évident à jouer, mais elles ne sauraient se substituer aux gouvernements.

Dans le cadre du Green Deal, la Commission européenne estime un besoin d'investissements supplémentaires à hauteur de €260Mds par an pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques de 2030. L'ampleur du défi à relever requiert la mobilisation des secteurs tant public que privé. Si le secteur public doit sans aucun doute jouer les premiers rôles, notamment en tant que régulateur, les acteurs publics ne disposent pas de ressources suffisantes et l'apport de capitaux du secteur privé est incontournable pour faire face à des besoins de financement colossaux.

Les gestionnaires d'actifs ont ainsi un rôle déterminant à jouer. Pour orienter les flux financiers vers des investissements qui permettent la transition écologique à travers **des fonds d'investissements « verts »**. Et aussi pour mener un engagement actif auprès des entreprises, à travers des actions individuelles ou la participation à des initiatives collectives, pour leur envoyer des signaux afin de les encourager à rendre leurs modèles plus durables, quitte à devoir **désinvestir certains secteurs les plus polluants et n'affichant pas de stratégie de transition.** Rappelons là aussi une évidence : pour investir dans des entreprises qui s'engagent dans la transition énergétique, il faut des entreprises qui se donnent des objectifs et s'engagent. Aujourd'hui, il y a **moins de 200 entreprises au monde** réellement engagées dans des stratégies compatibles avec l'objectif de 1,5°C de l'Accord de Paris. Il en faut évidemment beaucoup plus pour constituer des portefeuilles diversifiés et qui correspondent aux objectifs de nos clients.

De même, on se heurte rapidement au fait **que l'offre de produits financiers verts est insuffisante** pour faire face aux enjeux écologiques, et l'inverse est souvent vrai pour les émetteurs, qui se plaignent de ne pas trouver suffisamment de partenaires. Il y a donc un **vrai défi de rencontre de l'offre et de la demande pour les produits verts.**

C'est ici que les initiatives public-privé prennent tout leur sens, pour que le secteur privé vienne appuyer, démultiplier les efforts du public. C'est ce que nous mettons en œuvre chez Amundi depuis près de cinq ans, en développant des partenariats innovants avec des investisseurs publics de renom afin de co-crée des solutions d'investissement vertes.

suite

La finance verte et la transition énergétique: le rôle du secteur privé dans la construction d'un monde plus durable (2).

Il s'agit dès 2014 du lancement de **fonds indiciels low carbon**, avec AP4 et le FRR, afin d'appréhender pour la première fois le risque climatique en éliminant les entreprises les plus polluantes des grands indices mondiaux.

Il s'agit aussi du lancement de solutions **green bonds**, en particulier dans le cadre de trois partenariats que nous avons noués pour repousser les frontières des obligations vertes :

- Lancement en 2018 du plus gros fonds de green bonds dans les pays émergents en coopération avec l'International Finance Corporation (IFC),

- Lancement du programme Green Credit Continuum avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour développer la dette verte et favoriser les projets des petites et moyennes entreprises européennes,

- Programme d'analyse du risque climatique avec l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) afin d'évaluer les risques de transition et physique, et les entreprises ayant amorcé leur transition verte.

Je terminerai avec la One Planet Asset Managers Initiative dont Amundi est membre fondateur, et dont l'objectif est d'accompagner de grands fonds souverains dans leur virage ambitieux en faveur d'investissement responsable et climatique.

Nous réfléchissons également aux politiques qui pourraient être mises en place en Europe pour faciliter les investissements verts. Le plan d'Action de la Commission européenne propose un cadre déjà très complet et substantiel d'actions. **D'autres instruments devraient être explorés**, comme par exemple la question des **titrisations vertes** qui nous semble extrêmement pertinente en matière de financement de la transition écologique. Et l'on doit s'attendre aussi, comme l'a illustré la crise du Covid-19, à ce que la **dimension sociale prenne de plus en plus d'ampleur**, aux côtés des questions écologiques, avec de nouvelles solutions de financement à développer. La prochaine frontière de la finance durable est la rencontre entre l'enjeu environnemental et l'enjeu social : nous développerons de plus en plus de produits de financement de la transition juste dans les années à venir.



Yves Perrier,
Directeur Général
Amundi

Directeur Général d'Amundi depuis le 1^o janvier 2010, il a mené en 2009 la fusion des activités de gestion d'actifs du Crédit Agricole et de la Société Générale. Membre du Comité Exécutif de Crédit Agricole S.A. il est Directeur Général Adjoint de Crédit Agricole S.A. en charge du pôle Epargne et Immobilier. Depuis le 1er janvier 2020, il pilote le Projet Sociétal du Groupe Crédit Agricole.